

Stoltenberg presse les Alliés de surmonter leurs divergences

L'Organisation du Traité de l'Atlantique nord a 70 ans, et du pain sur la planche face à la Russie « agressive » ou la Chine qui se militarise à tour de bras. Mais aussi pour resserrer les rangs.

PHILIPPE REGNIER

ENVYRVE SPECIAL À WASHINGTON

D rôle d'anniversaire. Jusqu'à la cérémonie. Sans grand faste, rapide, sans dîner. Une simple photo de famille rassemblant les ministres des Affaires étrangères autour du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, ponctuée par les notes de deux musiciens de l'US Army, dans un bâtiment du Département d'Etat. « C'était un peu bizarre », témoigne le chef de la diplomatie belge. Didier Reynders s'était d'abord rendu avec son homologue luxembourgeois Asselborn au cimetière militaire national d'Arlington pour un hommage très symbolique aux soldats américains tombés lors de la Bataille des Ardennes durant le terrible hiver 1944 : plus de 19.000 morts côté US.

Les 29 pays alliés étaient pourtant convoqués à Washington pour célébrer, mercredi soir, un événement capital, dans l'histoire récente : les 70 ans de la naissance, à Washington, de l'Otan, l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord. Soit l'alliance « la plus réussie dans l'Histoire », a souligné son secrétaire général, l'ex-Premier ministre norvégien Jens Stoltenberg. « La Guerre froide s'est achevée sans qu'un coup de feu n'ait été tiré en Europe. Et nous avons connu une période de paix sans précédent. »

« Défis sans précédents »

Tonnerres d'applaudissements, par vingt fois, ovation debout : le discours ocuménique livré plus tôt dans la journée par le « SecGen » devant les deux chambres du Congrès américain, démocrates et républicains réunis, a été chaleureusement salué. Comme on se serre les coudes face à l'adversité : l'effusion était d'autant plus appuyée que l'Otan, tous en ont conscience, fait face à une série de nouveaux « défis sans précédent », note Stoltenberg.

Des défis, alors que l'unité de l'Alliance est minée par de sérieux différends. Et pas seulement par l'obsession du « America First » de l'actuel locataire de la Maison-Blanche, dont l'attitude ambivalente à l'égard de l'organisation et, au-delà, du partenariat transatlantique ne laisse pas d'interloquer les Européens. « C'est bon d'avoir des amis », martèle au contraire Stoltenberg. « Nous devons surmonter nos divergences », a plaidé le n°1 de l'Otan. « Parce que nous aurons encore davantage besoin de notre Alliance dans le futur. »

Là où Trump répète, dans son coin, qu'il « pense qu'on peut bien s'entendre avec la Russie », les Alliés s'alarment de « l'agressivité » du Kremlin, toujours plus insidieuse. Et Mike Pompeo, de son côté, croit bon d'ajouter dans le viseur de l'Otan deux cibles inédites : la « concurrence stratégique chinoise » et l'Iran... « Il faut que l'Otan se préoccupe de la puissance nouvelle de la Chine, en dialogue avec les pays de la région, mais il ne s'agit pas de définir un nouvel ennemi, un nouveau danger », espère Reynders.

Autre crispation : si les 100 milliards de dollars de dépenses militaires supplémentaires promises par les Européens et les Canadiens entre 2016 et 2020 ronronnent aux oreilles du président, son bras droit, le vice-président Mike Pence, revient à la charge : il faut faire plus. Et certainement l'Allemagne, sans cesse critiquée, qui réplique que la solidité de « l'engagement » de Berlin envers l'Otan compte davantage que les « euros ».

Le « fétichisme » des 2 %

Didier Reynders regrette le « fétichisme » de l'objectif des 2 % du PIB pour les dépenses de défense à atteindre d'ici à 2024 (en 2018, la Belgique affiche... 0,93 %). Mais le ministre compte bien, en campagne, poser le « débat » des efforts nécessaires à mener par les Européens, Belgique comprise : « Il ne faut pas se surarmer mais on ne peut pas se reposer uniquement sur les Américains. » Autre fissure : les Etats-Unis ne décolèrent pas face à la décision de l'allié turc, la plus grande armée de l'Otan après celle des Etats-Unis, de se fournir chez... Poutine pour l'acquisition de missiles S-400 de défense anti-aérienne.

Mais Stoltenberg, qui n'a de cesse de tenter de resserrer les rangs, insiste surtout sur ces « défis auxquels aucun pays

ne peut faire face seul ». Et d'abord, la Russie. Qui a annexé la Crimée, soutient les séparatistes en Ukraine, procède à un « renforcement massif de ses forces, de l'Arctique à la Méditerranée, de la mer Noire à la Baltique ». Viole le traité soviéto-américain FNI sur l'interdiction des forces nucléaires à portée intermédiaire en déployant « des bataillons de missiles ». Et a mené l'attaque chimique contre les Skripal au Royaume-Uni, soutient le « régime meurtrier » en Syrie, mène des cyberattaques, des campagnes de désinformation « sophistiquées ».

Les Etats-Unis ne décolèrent pas face à la décision de l'allié turc, la plus grande armée de l'Otan après celle des Etats-Unis, de se fournir chez... Poutine pour l'acquisition de missiles

L'organe officiel russe RT (*Russia Today*) a ainsi annoncé le week-end dernier que la... Belgique préparait avec la France la mise en scène d'une attaque chimique en Syrie, qui serait ensuite attribuée au régime ! « Cela montre le degré de diffusion des fausses informations », dénonce Didier Reynders. Et la difficulté d'y faire face dès lors que des relais informatiques multiplient à l'envi la « nouvelle » sur les réseaux sociaux... « Nous sommes unanimes pour dire que la situation s'est plutôt dégradée avec la Russie », ajoute le ministre.

Le chef de la diplomatie belge, comme le SecGen, juge qu'il n'est pas contradictoire de maintenir une « double approche » envers Moscou, fidèle à la « doctrine Harmel » pendant la Guerre froide : dissuasion ferme et dialogue. Le dialogue, pour tenter encore de convaincre le Kremlin de revenir au respect du Traité FNI, voire de relancer des accords de non-prolifération au niveau bilatéral Russie-Etats-Unis, sinon multilatéral, entre membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. « Et viser si possible des accords de désarmement », ajoute Reynders. « Ce qui n'est pas la tendance. »

L'Otan continue d'ailleurs à « se préparer à un monde sans traité FNI ». La dénonciation du traité violée par Moscou a été décidée le 2 février par les Etats-Unis. Elle sera définitive six mois plus tard, le 2 août. « Nous avons discuté aujourd'hui des mesures que nous pourrions prendre si la Russie ne se remettait pas en conformité. Le temps presse », conclut Stoltenberg.